

## MODÈLE D'ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Il est demandé de renseigner une attestation par Point de comptage et d'estimation (PCE) ou par sous-station.

### 1. Informations relatives au client concerné :

Raison sociale / Nom du client :

Référence du contrat :

Nom du site :

Adresse du site :

PCE/sous-station<sup>1</sup> :

Nom du gestionnaire du site<sup>1</sup> :

Adresse du gestionnaire du site<sup>1</sup> :

Code NAF client<sup>1</sup> :

Numéro SIRET du client<sup>1</sup> :

Code NAF gestionnaire<sup>1</sup> :

Numéro d'enregistrement au registre des copropriétés<sup>1</sup> :

### 2. Déclarations du client

Je soussigné, ....., représentant<sup>2</sup> :

le syndicat des copropriétaires du [adresse] .....

le bailleur [nom du bailleur] .....

le gestionnaire d'un établissement ou lieu visé à l'article 10 du décret n° 2022-514 du 9 avril 2022 relatif à l'aide en faveur de l'habitat collectif résidentiel face à l'augmentation du prix du gaz naturel [nom du gestionnaire] .....

le résident d'une maison individuelle directement raccordée à un réseau de chaleur

l'Etat gestionnaire de logements attribués en application des dispositions des articles D. 2124-75 et D. 2124-75-1 du code général de la propriété des personnes publiques :

- atteste sur l'honneur appartenir à l'une des catégories de clients mentionnée<sup>2</sup> au deuxième alinéa de l'article 2 / article 10 du décret n° 2022-514 du 9 avril 2022 relatif à l'aide en faveur de l'habitat collectif résidentiel face à l'augmentation du prix du gaz naturel ;
- atteste sur l'honneur que le bâtiment dont je suis<sup>2</sup> propriétaire / gestionnaire / résident (maison individuelle directement raccordée à un réseau de chaleur) est affecté à .....%<sup>3</sup> à<sup>2</sup> usage d'habitation (parties communes et parties privatives) / des espaces de logement et d'hébergement des personnes physiques au sein des établissements et lieux dont je suis gestionnaire (article 10 du décret n° 2022-514 du 9 avril 2022 précité) ;
- m'engage à informer<sup>2</sup> les consommateurs résidentiels / les copropriétaires dudit bâtiment que la société ..... fournisseur de gaz naturel / en charge de l'exploitation / de la chaufferie collective / du réseau de chaleur auquel le bâtiment est raccordé<sup>2</sup>, a demandé en leur nom et pour leur compte, les aides versées par l'Etat en application du décret n° 2022-514 du 9 avril 2022, à les imputer sur les comptes-clients concernés et à utiliser à cette fin les

<sup>1</sup> Si applicable.

<sup>2</sup> Rayer la (les) mention(s) inutile(s).

<sup>3</sup> En application du I.3°.f) de l'article 7 du décret n° 2022-514 du 9 avril 2022.

informations fournies dans le présent formulaire (rayer cet alinéa si application de l'article 10 du décret 2022-514 du 9 avril 2022 précité ou maison individuelle directement raccordée à un réseau de chaleur).

Je reconnais avoir pris connaissance des obligations m'incombant au titre du décret précité relatives :

- à l'imputation du montant des aides perçues dans les coûts mis à la charge des consommateurs résidentiels éligibles (rayer cet alinéa si application de l'article 10 ou maison individuelle directement raccordée à un réseau de chaleur),
- au remboursement des trop-perçus le cas échéant<sup>2</sup> à mon fournisseur de gaz naturel/ au gestionnaire de la chaufferie collective/ au gestionnaire du réseau de chaleur auquel le bâtiment est raccordé,

et y adhérer sans réserve.

J'ai été informé que la réception de la présente attestation par<sup>2</sup> le fournisseur/ le gestionnaire moins de dix (10) jours ouvrés avant les échéances fixées au I et au II de l'article 7 du décret n° 2022-514 du 9 avril 2022 précité entraîne un risque de non-traitement de ma demande.

Nom et qualité du signataire : .....

Fait le ..... à .....

Signature